



© shutterstock

| Les Sociaux-démocrates se sont toujours battus pour le progrès, mais les inégalités dans de nombreux pays d'Europe occidentale se sont considérablement aggravées.

## CHANGER LES CONDITIONS DE VIE FACE AU CHAUVINISME SOCIAL

*par Dirk Jörke and Oliver Nachtwey*

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, beaucoup de leaders d'opinions de la Social-démocratie étaient convaincus que les « nouveaux risques sociaux », tels que le changement démographique, façonneraient les conflits sociaux. Au lieu du conflit entre le capital et le travail, la question sociale s'est exprimé de plus en plus dans les luttes et les problèmes d'égalité. En partant du concept de "Troisième voie", Jörke Nachtwey et Oliver Nachtwey reviennent sur la nécessité d'un renouveau de la Social-démocratie pour contrer la montée du populisme.

Lors du débat international sur le renouveau de la Social-démocratie, l'ouvrage du sociologue britannique Anthony Giddens, "The Third Way" (en français, "La Troisième voie") (1989), s'est fait largement connaître. Il a résumé les points clés de cette transformation d'une manière programmatique. Une Social-démocratie renouvelée doit abandonner son « idée fixe obsessionnelle sur l'inégalité » et à la place, se concentrer sur « l'égalité en tant qu'inclusion » autrement dit l'égalité des chances sur le marché du travail et dans l'éducation. Il s'agit là des éléments fondamentaux de la Social-démocratie de la Troisième voie représentés dans de nombreux pays européens.

Cette Social-démocratie transformée porte les traits d'une « Social-démocratie de marché », avec une économie politique infiltrée par des éléments de néo-libéralisme. La compétitivité doit y être étendue à un nombre croissant de secteurs de la société, surtout au marché du travail. La justice sociale n'y est plus comprise comme étant redistributive mais interprétée comme une égalisation des opportunités d'accès au marché. Sur les questions sociopolitiques, une stratégie a été développée sur la base d'une dualisation du marché du travail : pour les employés très qualifiés et autonomes, les choix de vie ont été développés, tandis que pour les moins qualifiés, des mesures disciplinaires ont été introduites.

Au début du 21<sup>e</sup> siècle, quasi tous les partis sociaux-démocrates au pouvoir ont également adopté le paradigme économique néo-classique de la réduction de la dette publique et des dépenses publiques (surtout des dépenses sociales), de l'abaissement des taux d'imposition pour les sociétés et des taux d'imposition les plus élevés pour les individus, de la privatisation des entreprises publiques et de la modification du marché du travail. L'axe de la redistribution a été négligé en tant qu'objectif politique en faveur de l'intégration du marché et de l'autonomisation des individus.

Le désaccord traditionnel sur la distribution a ainsi été remplacé par le conflit entre les politiques libérales et autoritaires. Les partis sociaux-démocrates, qui représentaient à l'origine des électeurs modérément libéraux et modérément autoritaires, se sont ensuite orientés, vers des positions libertaires et pro-marché. La culture du travail disciplinée a cédé la place à une culture de classe moyenne anti-autoritaire (ce qui a également signifié que de nombreuses organisations sont devenues plus démocratiques au niveau interne). Parmi les membres des partis, la proportion des travailleurs a décliné de façon régulière. Surtout dans les élites du parti, les membres ayant un diplôme d'études secondaires, ou même un diplôme universitaire, sont devenus majoritaires.

“

*Le conflit traditionnel sur la distribution a été remplacé par le conflit entre la politique libérale et autoritaire*

”

Dans le domaine de la politique culturelle et de la lutte contre la discrimination, les partis sociaux-démocrates ont eu du succès, notamment parce que ces objectifs n'ont pas contrecarré la logique du néolibéralisme: la reconnaissance des unions homosexuelles et l'intégration des femmes qualifiées sur le marché du travail ont été couronnées de succès dans de nombreux domaines, malgré l'opposition des conservateurs. Du point de vue du néolibéralisme, qui recherche une réification générale, ce changement sociétal a été le bienvenu. La Social-démocratie fait de plus en plus partie d'un « néolibéralisme progressif », selon la philosophe américaine Nancy Fraser, fondé sur une « alliance impie du capitalisme financier et de l'émancipation ». Les partis sociaux-démocrates continuent à se faire un nom en tant que combattants pour le progrès, mais un progrès qui a bénéficié principalement aux classes moyennes et aux arrivistes. Dans le même temps, les inégalités sociales dans de nombreux pays d'Europe occidentale ont empiré, comme l'ont démontré des auteurs tels que les économistes français et serbo-américain Thomas Piketty et Branco Milanovic.

De nombreuses études ont montré comment les perdants de la mondialisation se sont de plus en plus détournés des partis sociaux-démocrates. Ils sont partis soit dans le camp des abstentionnistes, soit dans les partis de gauche de la Social-démocratie, soit, et de plus en plus, dans les partis populistes de droite. Cela a été surprenant car la plupart de ces derniers avaient longtemps soutenu un agenda économique néolibéral. Toutefois, celui-ci a changé (au moins

partiellement), en particulier en ce qui concerne le Front National en France (dénommé désormais Rassemblement national). Beaucoup de partis populistes de droite défendent des positions pouvant être décrites comme du chauvinisme : ils sont critiques envers le capitalisme comme envers l'immigration, et surtout, ils sont islamophobes. Ce programme, quelquefois combiné à des valeurs autoritaires, par exemple dans le domaine de la lutte contre la criminalité ou dans celui de la politique d'égalité, est devenu très attractif pour les perdants de la mondialisation. Ils agissent de manière rationnelle lorsqu'ils choisissent les partis populistes de droite. C'est précisément cela qui doit être compris par les progressistes.

Dans ce contexte, il est improbable que le « populisme de droite » puisse être contrôlé par une stratégie de moralisation, en s'appuyant sur la certitude supposée de traiter

avec des « racistes ». Tant que les économies de marché moderne connaîtront des différences de classes considérables, il y aura toujours une proportion de gens qui verront les solutions autoritaires comme le seul moyen de surmonter ces différences de classe. Il est certain que cet autoritarisme doit être contenu, mais par dessus tout, il doit être réduit. La seule façon d'y parvenir, c'est de changer les conditions sociales qui engendrent les modèles d'attitudes autoritaires. Cela était autrefois bien connu en tant qu'objectif des partis de gauche, surtout de la Social-démocratie. Il est nécessaire de redonner vie à cet objectif, si l'on veut empêcher la montée en puissance des partis populistes de droite en Europe.



> AUTEUR

**Dirk Jörke** est professeur de théorie politique et d'histoire des idées politiques à la l'Université de technologie de Darmstadt (Technische Universität Darmstadt)



> AUTEUR

**Oliver Nachtwey** est professeur agrégé d'analyse des structures sociales à l'Université de Bâle en Suisse et membre de l'Institut de recherche sociale de Francfort en Allemagne.